



Organisation des Nations Unies

**Transcription de la conférence de presse du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations, Khassim Diagne, le 13 octobre 2021 à Kinshasa**

**La conférence de presse du Représentante spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Khassim Diagne, était modérée par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO.**

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Bonjour à tous et bienvenue dans cette conférence de presse. Aujourd'hui, cette conférence de presse sera donnée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général à la protection et aux opérations, Khassim Diagne. Nous sommes connectés avec Goma, Beni et Bunia.

Avant de donner la parole à Monsieur Diagne, je voulais vous indiquer que **le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, effectuera une visite en République démocratique du Congo, la semaine prochaine, du 19 au 24 octobre.** Il entamera cette visite à Kinshasa, avant de se rendre à Kalemie, au Tanganyika, ainsi que dans diverses localités du Nord-Kivu. Il sera notamment accompagné du Conseiller militaire du Département des opérations de paix des Nations Unies, le général d'armée Birame Diop.

**Sans plus tarder, je vais donner la parole à Khassim Diagne qui est donc le numéro deux de la Mission et le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations.**

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Chers auditeurs de Radio Okapi, Chers membres de la presse présents ici à Kinshasa mais aussi à Bunia, Beni et Goma,

C'est réellement un plaisir pour moi d'être avec vous pour un échange que je souhaite ouvert et sincère. J'ai eu l'opportunité de parler avec des membres de la presse lors de mes visites de terrain, à plusieurs reprises depuis mon arrivée en RDC, mais jamais avec une telle diversité de médias. Donc, merci de votre présence aujourd'hui.

Je m'appelle donc Khassim Diagne, je suis en charge du pilier de la Protection et des Opérations au sein de la MONUSCO. Je suis basé à Goma, je supervise les bureaux de terrain de la Mission dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika, pour soutenir les autorités dans leurs efforts pour mettre fin à la violence qui touche les populations civiles.

**Contacts :**

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

Avant cela, j'étais dans le cabinet du Secrétaire général des Nations Unies à New York, mais j'ai passé la majorité de ma carrière à travers le monde en tant que fonctionnaire au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Et comme vous le savez, le Haut-Commissariat est mandaté par les Nations Unies pour apporter protection et assistance aux réfugiés et personnes déplacées internes, donc je me retrouve naturellement dans le même sillage ici en RDC.

Je suis arrivé en République démocratique du Congo au mois de mars. Durant ces sept derniers mois, j'ai été frappé à la fois par la beauté de votre pays, et par le visage hélas hideux de la violence des groupes armés et des prêcheurs de haine qui souhaitent diviser votre population et lui faire du mal. Je suis bouleversé par tous les rapports que je reçois qui mentionnent les tueries, atrocités et brutalités qui continuent d'être perpétrées.

Néanmoins, malgré les crises et les difficultés, cette expérience m'a aussi conforté dans la conviction, et même l'espoir pour l'avenir de ces zones affectées par les conflits, donc ces zones de l'est du pays et de la population qui est logée dans ces zones, et le rôle que peut jouer la MONUSCO.

Il y a un nouvel élan, un nouveau potentiel : les changements structurels dans la Mission, les opportunités liées à notre transition ont coïncidé avec le changement de gouvernement et une coopération renforcée, à la fois avec vos autorités civiles et militaires. Ce nouvel élan se traduit par plusieurs développements sur lesquels je souhaiterais revenir.

D'abord, nous avons un plan de transition conçu conjointement avec le gouvernement qui offre une feuille de route claire et qui nous rassemble, pour garantir que le soutien de la MONUSCO est aussi ciblé et efficace que possible dans le cadre du retrait échelonné, progressif, responsable et durable de la Mission. Ce plan guidera toutes nos actions futures.

Nous accordons également une place prépondérante aux opérations conjointes, avec vos forces de sécurité, afin de protéger les civils. Ces opérations conjointes – dirigées par votre armée, votre gouvernement, avec notre soutien – ont permis des progrès à la fois pour neutraliser certains groupes armés et pour permettre aux populations de continuer à vaquer à leurs occupations, à travailler et à circuler librement.

Prenons l'exemple des convois escortés conjointement par la MONUSCO et les FARDC sur la RN4 et la RN27, deux axes qui sont les poumons des villes de Bunia et Beni, deux axes qui sont cruciaux pour la survie économique des Congolais. Depuis le 7 août, plus de 2.000 véhicules ont été escortés sur ces axes.

Il y a eu certes des attaques, c'est vrai, et des victimes, sur un convoi et contre des villages. Nous les déplorons et nous partageons la douleur des populations qui continuent de souffrir. C'est le douloureux paradoxe des opérations offensives : plus les opérations militaires sont vigoureuses, plus les représailles des groupes armés contre les populations civiles sont barbares, en particulier de la part des ADF. Mais nous devons continuer la lutte si on veut parvenir à briser le cycle des violences.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

Dans le même temps, les conflits ne peuvent pas être résolus par la force uniquement. Une paix durable ne peut pas être imposée par les fusils : elle se gagne aussi en tendant la main aux bonnes volontés. A cet égard, le nouvel élan du gouvernement à travers le Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation de votre gouvernement, offre des opportunités qu'il faut saisir. La MONUSCO soutiendra ce Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation autant que possible.

Je ne me voile pas la face : les difficultés sont énormes, les défis sont immenses. Mais avec une pression militaire vigoureuse, la plus vigoureuse possible, alliée à nos efforts en appui aux institutions nationales, police et justice en tête, nous continuerons à contribuer à faire avancer l'autorité de l'Etat en RDC, au bénéfice des populations qui veulent et méritent la paix. En parallèle, nous continuerons de faciliter des initiatives de dialogue intra- et intercommunautaires, pour que ces populations puissent bâtir ensemble un meilleur avenir pour leur pays.

Permettez-moi de conclure avec un appel à tous ceux qui nous écoutent. La paix ne se construit pas facilement – on ne la ramasse pas quelque part, elle ne tombe pas du ciel – elle doit être bâtie, nourrie, par tout un chacun. Diffuser les appels à la haine, nourrir la désinformation n'aura jamais d'autres effets que d'enraciner encore davantage la violence.

Ce sont les communautés elles-mêmes, les Congolais eux-mêmes, qui doivent faire ce travail de bâtir la paix, trouver les solutions pour rétablir la confiance entre communautés et la coexistence pacifique. Personne ne pourra le faire pour eux. Mais les bonnes volontés auront tout notre soutien.

Je vous remercie de votre attention et je suis à votre disposition pour répondre à d'éventuelles questions.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Merci beaucoup Monsieur Diagne. On va commencer avec une question ici à Kinshasa.

### Question 1

**Seraphin N'Kiere May/ Agence Congolaise de Presse :** Merci Monsieur le Représentant spécial adjoint. Vous savez, depuis 2003, je pense, après le dialogue intercongolais, la MONUC, aujourd'hui MONUSCO, avait la responsabilité de travailler à la réforme du secteur de sécurité. Et depuis lors, je pense que la MONUSCO avait une lourde tâche de mettre en place en place justement toutes les forces de défense et de sécurité qui étaient chancelantes après les guerres.

**Aujourd'hui, vous qui aviez tous les moyens, des drones, il y avait même les forces guatémaltèques qui étaient vraiment outillées pour la guérilla. Est-ce qu'aujourd'hui, votre apport va contribuer justement à résoudre ce problème et à faire en sorte que l'état de siège puisse être une réussite ? Parce que beaucoup de Congolais ont beaucoup d'hésitations là-dessus. Qu'est-ce que vous leur dites ? Parce qu'apparemment, après des évaluations au**

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

niveau de l'Assemblée nationale et du Sénat, les gens ne semblent pas vraiment très convaincus de la réussite de cet état de siège, je ne sais pas ce que vous en dites. Merci.

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Merci beaucoup. Mon message est tout simple. Je crois que fondamentalement une décision souveraine a été prise par le chef de l'Etat. Décision qui a été donc entérinée au niveau de l'Assemblée nationale, au niveau des institutions pour mettre en place l'état de siège. Nous devons respecter cette décision. Mais au-delà du respect de la décision, nous devons la soutenir. Parce que fondamentalement, il s'agit d'une décision autour de laquelle tous les Congolais devraient se rallier.

Et nous en tout cas à la MONUSCO, nous sommes convaincus que dans les circonstances actuelles et dans l'état de dégradation extrême où se trouvaient ces populations civiles qui étaient donc sujettes à des exactions quotidiennes, comme je l'ai dit, les tueries, etc. il fallait une réponse forte. Et nous y croyons. En tout cas, mon message, c'est qu'il faut que tout le monde se rallie derrière l'armée congolaise, derrière les institutions congolaises. Et nous venons en soutien de ces opérations.

Votre question également touche fondamentalement à l'élément de la réforme du secteur de sécurité, sur laquelle d'ailleurs, cette réforme, nous sommes entièrement engagés aux côtés du gouvernement pour l'accompagner. Et ça figure d'ailleurs dans la centralité du programme du gouvernement.

Je crois que ça prendra du temps. Puisque vous savez : réformer des institutions de sécurité, il n'y a pas que l'armée, il y a la police, il y a les autres institutions de sécurité. Et ça, c'est un travail de longue haleine. Pour l'instant, la focalisation, c'est sur les opérations militaires et c'est sur ça qu'on devrait se rallier, s'entendre, en tout cas soutenir l'armée. Nous le faisons.

Moi, chaque fois que je visite sur le terrain des zones extrêmement reculées, avec des soldats au front dans des zones difficiles d'accès - c'est la forêt, ce sont des marécages, ce sont les rivières, c'est eux qui sont au front. Donc, je crois que les filles et fils de ce pays qui sont en train de mener ces combats, méritent tout notre égard, notre soutien, notre respect. Merci.

### Question 2

**Picard Luhavo/ Radiotélévision Mont Bleu (Bunia) :** J'ai deux questions. Ma première question s'adresse à M. Khassim Diagne et c'est une question sécuritaire. Dans le cadre de votre soutien aux FARDC, qu'est-ce que vous avez comme solution pour la sécurité des usagers de la route Beni-Bunia pour stopper surtout les embuscades qui se multiplient du jour au jour ? Je vais rappeler que cette route contribue beaucoup à l'économie nationale.

La deuxième question, j'aimerais savoir : est-ce que la MONUSCO pense au moins qu'en organisant les élections en RDC, qu'après, il y aura une solution par rapport à la paix ? C'est pour savoir, est-ce que les Nations Unies tiennent vraiment compte du syndrome afghan ou soit du syndrome haïtien par rapport à la présence de la MONUSCO ici en RDC, juste après

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

**l'organisation des élections ? Parce que vous savez qu'en Afrique, c'est souvent après les élections qu'il y a toujours des crises.**

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Merci cher ami de Bunia. Comme je l'ai dit dans mon propos liminaire, depuis le commencement des escortes civiles que nous faisons conjointement avec les Forces armées congolaises, nous avons pu assister, escorter plus de 2 000 véhicules non seulement sur l'axe Beni-Bunia, mais il y a aussi Beni-Kasindi, Beni-Butembo.

Donc, il y a plusieurs axes sur lesquels nous travaillons ensemble avec les FARDC pour escorter les civils. Ce programme va continuer. C'est un programme qui est à la demande des populations civiles et qui rentre dans le cadre de la protection des civils. Donc, nous allons continuer cela. Il y a des ajustements qui ont été faits, justement en rapport à l'attaque qui a eu lieu au mois d'août, le malheureux incident que nous regrettons encore une fois. Mais ce programme continue.

Et notre chef de bureau à Bunia travaille étroitement avec le gouverneur de la province, avec les autorités civiles administratives et politiques. Et ce programme va continuer. C'est une demande de la population. Je peux vous assurer que chaque fois que je visite ces contrées, chaque fois que je visite ces endroits, je suis interpellé à chaque fois par des individus, par des femmes, par des jeunes, par des enfants qui me disent : En tout cas, nous apprécions ce que vous êtes en train de faire. Et surtout aussi par les opérateurs économiques. Parce que comme vous l'avez dit vous-même, il s'agit d'un axe essentiel pour la reprise des activités économiques.

Donc, nous allons nous investir dans cela et nous pensons que ça rentre dans le cadre de notre mandat de la protection des civils.

Sur la deuxième question, en ce qui concerne les élections, je n'ai absolument pas de commentaire à faire. C'est une décision souveraine, ça relève de la souveraineté nationale et c'est aux autorités nationales de décider de ce qu'elles vont faire par rapport aux élections. En tout cas, lorsque nous serons sollicités pour donner nos conseils, nos avis et notre contribution, nous allons le faire. Merci.

### Question 3

**Sébastien Kitsa Musayi/ Agence Afrikimages (Beni) :** Ma question au Représentant spécial adjoint, Khassim Diagne. Comment expliquer actuellement l'inefficacité de la Force de la MONUSCO sur la sécurisation de convois des véhicules des civils sur l'axe Luna-Komanda ? Car [il y a eu] plus ou moins deux attaques sur les convois des véhicules sécurisés par les casques bleus. Et on a enregistré plusieurs blessés et plusieurs dégâts du côté de la population civile ? Et pourtant, la Force a été renforcée il n'y a même pas quelques mois ici dans la région.

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Merci Monsieur. Je vous prends au mot : vous avez dit deux attaques, moi je dis 2 000 véhicules escortés. Donc, vous voyez un peu la proportionnalité

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

de votre intervention par rapport aux progrès réalisés. Donc je crois qu'en toute chose, il faut trouver le juste milieu.

Je l'ai dit, ces attaques sont regrettables. Et nous faisons tout, absolument tout avec les FARDC pour sécuriser cette ligne.

Mais vous savez, nous avons affaire à un ennemi qui mène une guerre asymétrique. Ce n'est pas une guerre conventionnelle. Ce sont des rebelles. La spontanéité de leurs gestes, de leurs attaques, fait que c'est difficile, même pour les meilleurs stratèges que vous avez, que ça soit de notre côté, que ça soit du côté des FARDC. Et je peux vous assurer que nous avons vraiment des professionnels au niveau des FARDC et de la MONUSCO.

Donc, il s'agit aussi de renforcer le dispositif et nous le renforçons. Nous avons les escortes, mais nous avons aussi des drones qui prennent les photos. Mais il est difficilement envisageable, dans un tel contexte de guerre asymétrique, de pouvoir contrecarrer tous les plans de l'ennemi. Mais je puis vous assurer qu'en tout cas la volonté, elle est là, elle est manifeste, elle est marquée, elle est prononcée et nous n'allons pas abandonner.

### Question 4

**Sandrine Fundi/ CMB Digi TV : J'ai deux préoccupations. La première, c'est sur le plan sécuritaire. Vous avez relevé que vous êtes en train de soutenir les FARDC ici, vous travailler [en collaboration] avec les FARDC afin protéger la population. Mais moi, je voudrais savoir : est-ce que la MONUSCO prend quand même le temps pour évaluer cette mise en place de l'état de siège qu'a décrété le président de la République, afin de voir, de relever ce qui marche et ce qui ne marche pas ?**

**Et de l'autre côté, je voudrais aller vers la province du Sud-Kivu. Aujourd'hui, on enregistre plusieurs morts dans la province du Sud-Kivu. Tandis que l'état de siège est décrété dans l'Ituri et le Nord-Kivu. Est-ce que la MONUSCO ne peut quand même s'entretenir avec le gouvernement afin de rajouter si possible cette province dans l'état de siège, afin de rétablir la paix dans cette partie du pays ?**

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Merci beaucoup Madame. Encore une fois, j'aimerais insister sur le caractère souverain des décisions du gouvernement pour vous dire que nous ne sommes pas habilités, ni outillés, - si vous voulez -, ce n'est pas notre rôle d'évaluer l'état de siège.

Tout ce que je peux vous dire, c'est que notre soutien aux FARDC est total, qu'il y ait état de siège ou pas état de siège, c'est le mandat qui nous a été confié par le Conseil de sécurité donc nous allons continuer dans ce sens.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

En ce qui concerne le Sud-Kivu, je peux vous dire ici qu'il y a des plans, il y a des opérations qui sont envisagées. Je crois que la finalisation est en train d'être faite avec les FARDC. Il y a des mouvements de troupes des FARDC que nous avons accompagnés d'ailleurs il y a quelques jours pour pouvoir se positionner sur certains axes des Hauts-Plateaux.

Donc les opérations ne concernent pas seulement le Nord-Kivu et l'Ituri, il y a également un mouvement assez fort qui va se faire du côté du Sud-Kivu. Nous, on a été mandatés par le Conseil de sécurité pour accompagner le gouvernement congolais, les forces armées congolaises, les forces de défense et de sécurité, nous suivons donc cet élan. Nous ne nous posons pas de questions à savoir si l'état de siège marche ou pas – ça, c'est au gouvernement de le faire.

Et je pense que l'un de vos collègues a même parlé de la commission parlementaire qui se réunit sur le sujet, donc nous apprécions cela et nous continuons à accompagner les forces de sécurité, comme je l'ai dit, état de siège ou pas état de siège.

### Question 5

**Papy Okito/ Echo d'opinion (Goma) :** La question, je la pose au Représentant spécial. Chef, même au temps de Madame Zerrougui, on n'a jamais vu les convois de la MONUSCO être attaqués, même avec tous les Blancs qui sont passés ici. On n'a jamais vu ces rebelles en train d'attaquer les convois de la MONUSCO. Mais depuis votre arrivée, apparemment, la situation commence à se détériorer de plus en plus. Est-ce que c'est une faiblesse de votre gestion depuis votre arrivée ? Ou c'est une incapacité que vous montrez pour combattre ces groupes armés, parce que l'asymétrie, nous connaissons, mais s'attaquer déjà à la MONUSCO, c'est déjà un problème. A l'hôpital militaire ici des Indiens, il y a même des staffs de la MONUSCO qui sont blessés, que vous gardez, et vous ne voulez pas dire que ces gens sont blessés. Est-ce qu'il y a une défaillance dans la gestion entre vous et Madame Keita ?  
Merci.

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Cher ami, je n'étais pas ici à l'époque. Mais je peux vous dire que pendant très longtemps, on n'a pas eu d'opérations offensives. Alors ce que vous constatez maintenant, ce qui se passe – comme je l'ai dit dans mon propos -, c'est parce que nous avons des opérations offensives. L'armée se bat. La MONUSCO se bat aux côtés de l'armée. Nécessairement, l'ennemi répond.

C'est une opération militaire, c'est tout simple : il n'y avait pas d'opérations militaires offensives ici depuis très longtemps. Et maintenant qu'on sort, qu'on s'attaque aux rebelles, nécessairement quand il y a des opérations militaires, malheureusement, il y a des décès, il y a des attaques, c'est tout simple. Il n'y avait pas d'opérations offensives avant que nous ne venions. Merci.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

### Question 6

**John Tsongo/ Radio Moto (Goma) :** Ma question est en deux volets. Le premier volet, c'est : je me dis que lorsqu'une MONUSCO, avec sa taille d'une organisation mondiale, peut envisager une solution comme l'escorte des convois, au lieu d'envisager, disons, des solutions durables face à la crise, est-ce que ce n'est pas un échec de toutes les Nations portées par la MONUSCO ? Ça, c'est le premier volet. Le deuxième volet concerne le retrait progressif de la MONUSCO d'ici 2024 : je me dis que la MONUSCO est chantée dans les esprits et les bouches des populations qu'elle a échoué et failli à sa mission.

Alors dans les vingt ans depuis que la MONUSCO est en RDC, est-ce que pendant qu'elle se retire – alors qu'elle ne voulait pas se retirer avant disant qu'elle n'était pas encore au bout de sa mission, celle de pacifier la RDC -, quand elle se retire maintenant, est-ce qu'elle se rassure qu'elle a vraiment mené à bon port la mission qui l'a emmenée en RDC ? Est-ce que quand elle se retire dans la crise, n'est-elle pas en train de confirmer la thèse selon laquelle aucun pays du monde où [une Mission de paix des Nations Unies] n'a œuvré, n'a jamais été laissé dans un état normal mais a toujours été laissé dans un chaos ?

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Alors sur la première question concernant les convois, il faut vraiment savoir ce qu'on veut. On nous a reproché d'être amorphes, ou en tout cas d'être dans une léthargie, de ne rien faire, de ne pas escorter des civils, etc., d'être dans nos casernes. Aujourd'hui qu'on sort avec les FARDC pour protéger, accompagner les civils pour, comme je le disais, vaquer à leurs occupations, travailler, circuler librement, on dit : « il y a des attaques ».

Il faut savoir ce qu'on veut : soit on reste dans nos casernes, « on ne fait rien », ou bien on est proactifs. Et être proactifs, ça veut dire assumer les conséquences de cette proactivité. Et cette proactivité mène à des décès, à des blessés, comme tout à l'heure le disait votre collègue, il y a des blessés dans nos hôpitaux. On est venus pour cette proactivité : c'est le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies qui nous autorise, en coopération, en collaboration avec les forces armées congolaises, à aller vers l'ennemi. C'est ça que nous faisons, et il y a des conséquences que nous assumons.

Maintenant, en ce qui concerne l'évaluation que vous faites sur « est-ce que la MONUSCO a réussi ou pas ? », l'histoire nous le dira. Laissons les historiens faire leur travail. On sera à la retraite vous et moi, et on lira ça dans les évaluations des historiens. On verra.

### Question 7

**John Ngoyi/ La Prospérité :** J'ai deux questions à adresser au Représentant spécial adjoint. D'abord, j'aimerais connaître quel est l'apport concret de la MONUSCO dans les efforts des FARDC pendant cet état de siège qui a été décrété dans la province de l'Ituri et celle du Nord-Kivu ? Deuxièmement, il y a de cela une semaine, dans la ville de Bunia, les FARDC ont interpellé une femme et un homme, des présumés collaborateurs des ADF-NALU. Ma

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06





## Organisation des Nations Unies

question est de savoir si la MONUSCO a également participé dans ce processus d'interpellation de ces deux présumés collaborateurs ? Merci.

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Merci beaucoup. Sur la première question, concrètement, ce qui se passe, c'est très simple : on se met ensemble, il y a un quartier général, un centre d'opérations conjoint, donc la planification est faite conjointement sur les opérations offensives.

La MONUSCO apporte son soutien logistique, il y a des situations où on fait le transport des troupes des FARDC. Lorsqu'il y a des opérations offensives, comme vous le savez, avec les blessés, il y a les évacuations sanitaires.

Il y a également le volet sur la fourniture de carburant, ce sont vraiment des choses pratiques qui se font entre militaires. Il y a tout le volet fourniture d'assistance alimentaire avec les rations. Il y a l'échange d'informations, de renseignement. Il y a la disponibilité de certains outils, tels que par exemple la couverture feu à chaque fois qu'il y a des opérations.

Donc il y a tout un volet de choses pratiques qui se font entre militaires et qui marchent très très bien avec les deux gouverneurs militaires des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, et aussi jusqu'aux commandants de secteurs. Ça se passe très très bien cette coopération – comme je l'ai dit, on le faisait même avant l'état de siège. Etat de siège ou pas état de siège, cette coopération existe à tous les niveaux entre les deux institutions.

En ce qui concerne la femme qui a été interpellée, j'ai également, comme vous, lu ça dans les rapports et dans les médias, et je pense que c'était une opération entièrement des FARDC. Et je crois que l'auditeur militaire et les autorités compétentes font ce qu'il faut pour ce cas.

### Question 8

**Serge Cesar Ndahora/ Radio Fides (Bunia) :** J'ai deux préoccupations, dont la deuxième est adressée au porte-parole. La première : la MONUSCO, comment comptez-vous accompagner le processus DDRCS, avec ce qu'on connaît ici de l'accord avec la FRPI de février 2020 qui est en veilleuse et aussi de l'autre côté les accords unilatéraux avec une mosaïque de CODECO qui continue d'insécuriser la population ?

La deuxième préoccupation concerne la région d'Aveba. Nous sommes au sud de Bunia, en territoire d'Irumu : au mois de juillet, il y a eu un incident qui a connu la mort d'un enfant. La communauté locale a pointé du doigt les Casques bleus. Aujourd'hui, où en sommes-nous avec les enquêtes ? Je vous en prie.

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Merci beaucoup, cher ami, je commencerai par la deuxième question sur l'enquête d'Aveba pour vous dire que l'enquête a été entièrement bouclée. La

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

semaine dernière – je crois que c'était jeudi précisément -, on a envoyé la copie du rapport à la délégation générale du gouvernement, qui est donc le partenaire de la MONUSCO pour la liaison avec les institutions nationales. J'ai moi-même transmis une copie, signée de ma part, au gouverneur de la province de l'Ituri.

En gros, l'enquête qui a été menée de façon indépendante et très poussée, qui a eu le concours d'experts indépendants qui se sont chargés de cela, a révélé que la MONUSCO n'était pas fautive dans cette histoire. Ça, c'est la conclusion principale. Les détails ont été fournis au gouverneur, je vous prie donc de vous rapprocher du gouverneur de l'Ituri pour la suite.

En ce qui concerne le DDRCS, je l'ai dit dans mon propos, nous sommes entièrement à la disposition du gouvernement sur ce volet, sur ce projet. C'est un projet de désarmement du gouvernement que nous soutenons entièrement.

Au moment d'ailleurs où je vous parle, précisément, il y a une réunion qui a lieu ici à Kinshasa entre le comité technique du programme national DDRCS, avec le Colonel Bosale qui est donc le numéro deux, adjoint de Monsieur Tambwe, et le comité technique mis en place par la Représentante spéciale au sein de la MONUSCO pour coordonner les activités, pour voir dans quelle mesure nous allons pouvoir travailler au plan technique.

Nous envisageons donc d'accompagner ce processus au plan technique, au plan financier et au plan expertise, dans tous les domaines, en tout cas, que le gouvernement voudra bien mettre sur la table. Au moment où je vous parle aussi, Monsieur Tambwe, le Coordonnateur national de ce programme qui se trouvait à Goma hier, je crois qu'il est en mouvement vers Bunia. Il est en train aussi de se concerter avec les autorités provinciales pour recueillir leur avis.

Lorsqu'il sera de retour à Kinshasa, la semaine prochaine, on fera le point pour avancer mais je peux vous dire, en tout cas, que les choses avancent très bien pour ce qui concerne ce programme de démobilisation, de désarmement, qui – nous pensons – est un pilier central dans cette initiative, cette vision de neutralisation des groupes armés, et l'appel qui est fait par le chef de l'Etat et les plus hautes autorités de ce pays pour que ceux qui sont en train de se combattre puissent se rendre, et donc participer à l'édifice de la construction de la paix.

### Question 9

**Nicolas Ekila/ 24h News & Afrik Infom (Beni) : Ma question s'adresse au Représentant spécial adjoint de la MONUSCO. Pourquoi il y a eu contradiction dans la communication entre la MONUSCO et les FARDC lors de l'attaque de Komanda la fois passé sur l'identité des rebelles qui avaient attaqué la cité de Komanda ? La MONUSCO avait parlé des ADF tandis que les FARDC avaient parlé des fils du milieu. Et pourtant, vous êtes tous sur le terrain, pourquoi cette contradiction ?**

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne]** : Je ne suis au courant d'aucune contradiction entre notre position et la position des FARDC.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann]** : Merci, je pense que la confusion vient de quelque chose que j'ai probablement dit à un moment donné. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'on donne parfois des informations qui sont préliminaires. Parfois il y a une conjonction, un conglomerat de groupes armés et donc c'est parfois difficile d'établir de manière certaine et de manière immédiate surtout, qui est responsable de quoi.

Mais encore une fois, il ne faut pas y voir des contradictions, il faut y voir simplement parfois des informations préliminaires. On n'a pas exactement les mêmes mais on continue à travailler ensemble et il ne faut pas interpréter ça comme une contradiction entre nos deux évaluations.

### Question 10

**David Enoch/ AL VBR FM & BBC (Goma)** : J'ai deux petites questions. Je n'ai pas été satisfait par les réponses que vous nous avez données par rapport aux attaques des convois à Komanda et Beni. J'aimerais savoir, comment se fait-il qu'un petit groupe armé - que moi je qualifie comme cela - un groupe des ADF peut s'attaquer à un convoi des commerçants accompagné par la MONUSCO et les FARDC. Est-ce qu'il faut dire que la MONUSCO a failli à sa mission ? J'aimerais avoir plus de précisions sur cette question.

La deuxième question, je vais au Sud-Kivu où on accuse la MONUSCO de collaborer avec certains groupes armés dont Twiraneho et Gumino. J'aimerais avoir la position de la MONUSCO par rapport à ces rumeurs-là que nous avons.

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne]** : Sans pour autant entrer dans les détails, je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous dites « petit » groupe armé. Il n'y a pas de petit groupe armé. Un groupe armé, c'est un groupe armé. Ce sont des gens qui sont extrêmement dangereux et qui causent des souffrances, des tueries. Donc, il n'y a pas de petit groupe armé. Nous prenons toute menace très au sérieux.

Alors sans pour autant rentrer dans les détails, vous savez ce qu'il s'est passé à Komanda, on ne va s'expliquer ici, mais c'est très simple, ce sont des lâches. Parce qu'ils ont attaqué la fin du convoi, le gros du convoi était déjà parti. Ils ont attendu, - là aussi on fait un appel aux populations civiles, aux citoyens de respecter les directives des Forces armées congolaises -, parce que le convoi était déjà en branle, le convoi partait et il y a eu des retardataires qui sont venus.

Je ne suis pas en train de m'expliquer mais c'est aussi pour vous dire qu'il y a également des contraintes sur lesquelles nous voulons en appeler à la coopération des populations. Quand on dit le convoi part à telle heure, il faut partir à telle heure. Parce que nous pensons, nous savons que ce sont des gens

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

extrêmement dangereux et qu'il faut les neutraliser. Et ce sont des lâches, ils ont attendu que le convoi passe pour attaquer vers la fin et c'est là où il y a eu ce problème. Donc, on ne peut pas parler d'échec : c'est un évènement regrettable, parce que toute vie humaine est sacrée. Voilà ce que je voulais dire sur Komanda.

Sur le Sud-Kivu, comme je l'ai dit à Madame tout à l'heure, il y a un plan d'opérations en cours et il ne s'agit pas seulement d'un groupe ou autre, c'est une menace, il y a des menaces dans cette zone que nous prenons aussi très au sérieux sur les Hauts-Plateaux. Mais encore une fois, sur le problème des Hauts-Plateaux - et c'est là où je voulais revenir à ce que j'avais dit tout à l'heure dans mon propos - : il est intolérable et inacceptable que les discours de haine continuent, surtout de la part des personnalités politiques ou civiles.

Les discours de haine ne mènent à rien, ils mènent à la division. Et sachez que les discours de haine sont condamnables au plan du droit international. Et je pense que le gouvernement est très clair là-dessus. Le ministre de la Justice, le ministre de la Communication et tous les autres ministres régaliens sont au courant. Et je peux vous assurer que je me suis même entretenu sur le sujet avec le gouverneur du Sud-Kivu, lorsque j'étais là-bas il y a quelques semaines. Des dispositions seront prises contre les personnes qui continuent de propager ces discours de haine. Il faut que ça s'arrête. Merci.

### Question 11

**Blaise Ireng/ Photo journaliste (Goma) : Ma question c'est par rapport à ce dont vous avez parlé concernant les opérations de la MONUSCO dans le Grand nord. Nous avons constaté que les opérations se sont vraiment intensifiées cette année 2021. Il y a eu tellement d'opérations par rapport à tout ce qui se passe, en même temps, il y a eu le début du processus de retrait de la MONUSCO. Alors j'aimerais savoir, est-ce que vous pensez que c'est le [bon] moment d'intensifier les opérations et de parler de retrait de la MONUSCO pendant que la situation commence de plus en plus à empirer. Moi je dirais que ce n'est pas vraiment le bon moment. Est-ce que vous trouvez que c'est le bon moment de continuer de parler de retrait pendant que les gens ont encore besoin de toutes ces interventions, de toutes ces opérations sur terrain ? Moi, je dirai non.**

**Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé de la protection et des opérations [Khassim Diagne] :** Merci infiniment cher ami, je ne pense pas que vous allez faire beaucoup d'amis lorsque vous dites ça. Mais en tout cas, très sérieusement, c'est un retrait échelonné, responsable et graduel. Ce n'est pas le lendemain qu'on va quitter. On est ici à l'invitation, sur autorisation du président de la République, chef de l'Etat. Ce sera à lui de décider un moment donné le meilleur moment du retrait. Mais ce n'est pas pour demain.

Comme vous l'avez dit nous sommes engagés dans des opérations offensives, ça va peut-être empirer avant que ça ne s'améliore. Comme je l'ai encore dit, ce sont des opérations militaires, ce sont des combats intensifs. Mais je peux vous assurer en tout cas que nous allons terminer le travail. Nous allons accompagner les forces armées congolaises à terminer le travail convenablement.

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org), portable : +243 81 890 77 06



## Organisation des Nations Unies

Merci beaucoup pour cette opportunité. Juste encore une fois remercier nos amis de la presse, de la communication. Vous faites un travail extrêmement apprécié. En tout cas nous apprécions beaucoup votre accompagnement. Nous comptons aussi beaucoup sur vous pour passer la bonne information. Parce que vous savez aussi avec les réseaux sociaux, avec ce qu'on appelle les fakes news, vous êtes des professionnels et nous comptons aussi sur votre professionnalisme pour nous critiquer mais aussi pour nous accompagner s'il y a des efforts positifs qui sont menés sur le terrain. Merci.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org), tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org), portable : +243 81 890 77 06